

PS et Nethys plongés dans l'après-Moreau

PUBLIFIN Les sanctions pleuvent, le PS bouillonne, Nethys aussi

- Le patron de Nethys subira sans doute le même sort que l'ancien président de Publifin : l'exclusion du PS.
- La décision devrait tomber la semaine prochaine.
- Dans quelles conditions ? Et avec quelles conséquences pour Nethys ?

Suspendu du PS début février, sur la base d'une décision du bureau politique, André Gilles, ex-député provincial et président du conseil d'administration de l'intercommunale Publifin, a été exclu du parti jeudi (nos éditions de vendredi). Stéphane Moreau sera-t-il exclu à son tour du PS ? Tout l'indique.

Avec quelles conséquences pour Nethys ? Voyons...

1 L'exclusion du PS. Il nous revient que le conseil de déontologie, qui instruit le dossier de Stéphane Moreau, a déjà transmis son rapport à la commission de vigilance, cela après avoir entendu l'intéressé. Tout est prêt. La décision devrait tomber dans le courant de la semaine prochaine. Elle ne devrait pas être bien différente de celle qui a scellé le sort d'André Gilles. Pour Stéphane Moreau aussi, le respect des statuts du PS et de l'éthique socialiste est en cause, s'agissant notamment de la hauteur des rémunérations.

Les « attendus » sont très sévères, dit-on, pour ce qui concerne André Gilles. La dizaine de cadres-élus-juristes composant la commission de vigilance, issus de différentes fédérations du parti, n'a pas été gagnée par le doute. André Gilles n'est pas épargné. Stéphane Moreau ne devrait pas l'être non plus, certains s'interrogeant à ce propos : le patron de Nethys ne rendra-t-il pas son « carnet » d'affiliation au PS avant que l'instance ne statue sur son cas ?

Reste que, davantage que celle d'André Gilles, l'exclusion du patron de Nethys s'apparentera à un séisme au regard des responsabilités qu'il assume à la tête de la société, comme de la place occupée sur

l'échiquier politique liégeois. Dans la région, et pas seulement, il a tissé, naturellement, un réseau de relations, il a des soutiens, il est au centre de projets impliquant concrètement les milieux politiques et économiques, il a opéré avec succès dans bien des entreprises. Stéphane Moreau a un poids. Sa chute ne se fera pas sans vagues. Pour ce qui concerne le PS liégeois, l'élection à la présidence ce samedi (Jean-Pierre Hupkens en favori, Thibaud Smolders en outsider) représente une étape importante dans la mutation en cours de la plus puissante fédération du PS, où se joue, in fine, le sort du parti tout entier.

Enfin, parmi les socialistes, des responsables tiennent à recadrer : Publifin et Nethys, ce n'est pas uniquement le PS. Patrick Prévot, membre de la commission d'enquête parlementaire sur l'affaire Publifin, commente pour nous : « Certains, dans d'autres partis, continuent à nous sommer d'exclure Stéphane Moreau... Mais chacun doit balayer devant sa porte : Serge Kubla, Georges Pire, Armand De Decker sont toujours membres du MR, non ? Et Dominique Drion est toujours au CDH. Il ne faut pas minimiser le geste qui a été posé par le parti : exclure André Gilles, c'est un geste très fort. » Un geste qu'aucun autre parti n'avait posé, jusqu'ici, après « l'affaire Publifin ».

2 L'exclusion de Nethys. Reste à savoir si, après leur exclusion du parti, André Gilles et Stéphane Moreau sont en mesure de garder leurs fonctions – grassement rémunérées – chez Nethys. « La société ne peut pas s'arrêter de tourner. Et ce n'est pas parce que le parti socialiste décide d'exclure l'administrateur délégué que la société s'arrêtera », entend-on chez Nethys. « Il faut être cinglé pour faire démissionner Stéphane Moreau. Il a des idées de génie, toujours trois coups d'avance. Et il continue à travailler pour le bien de Nethys », ajoute cet interlocuteur. Ce vendredi, Stéphane Moreau participait normalement au conseil d'administration des Editions de l'Avenir et de BeTV, paraît-il. Autrement dit, l'homme n'est pas près de ralentir la cadence. Ni de faire un pas de côté.

« Je n'ai pas l'impression que Stéphane Moreau a perdu la confiance de son conseil d'administration », commente un socialiste. *À court terme, je vois Stéphane Moreau rester à la tête du groupe. »*

Reste que la situation serait curieuse. D'un côté, le PS exclurait un homme, notamment pour son manque d'éthique. De l'autre, la Province de Liège (majoritairement socialiste) garderait à la tête de Nethys (dont elle est l'actionnaire majoritaire) un socialiste déchu. Incohérent. Incompréhensible même pour le commun des mortels.

3 Le renouveau chez Nethys. « Une fois un membre exclu, le parti n'a plus d'emprise sur lui. Si on veut pouvoir mettre de l'ordre dans les conseils d'administration du groupe Publifin, il faudra compter sur la volonté politique de l'ensemble des partis, avec l'assentiment des fédérations politiques liégeoises. C'est une question éminemment sensible, qui ne se réglera pas en quelques secondes », analyse Patrick Prévot.

« Le sort de Nethys dépendra clairement des fédérations politiques liégeoises. Si elles prennent le pouvoir chez Publifin, puis dans la filiale Finanpart, elles peuvent ensuite reprendre la main au niveau du conseil d'administration de Nethys », embraie Christine Planus (déléguée principale CGSP chez Publifin).

Parce que, pour l'instant, le conseil d'administration de Nethys est clairement acquis à la cause de Stéphane Moreau. Tout comme le comité de direction. Logique, ce sont pour la plupart des gens que Stéphane Moreau a lui-même débauchés. Pol Heyse, le directeur financier, Gil Simon, le secrétaire général, Bénédicte Bayer, la responsable des ressources humaines. Tous ces dirigeants soutiennent Stéphane Moreau contre vents et marées. « C'est un clan. Une chape de plomb. Si Stéphane Moreau n'est plus là, ils n'auront plus de repères », résume Christine Planus.

Or, l'organigramme de la société concentre aujourd'hui le pouvoir entre ces quelques mains. Si rien ne bouge, Stéphane Moreau ne sera pas inquiété. À l'inverse, si les actionnaires se rebellent, il est possible d'amener du sang neuf. Voire de faire tomber le big boss. « Il y a sûrement

d'autres personnes capables de diriger un groupe comme celui-là », tranche Christine Planus.

Mais « virer Stéphane Moreau, ça va coûter très cher », rappelle l'un de ses proches. Pas faux. Un parachute doré à sept chiffres, assimilé à deux ans de salaire (au moins 1,2 million). Là où le départ d'André Gilles, sans fonction exécutive au sein du groupe, ne coûterait rien. ■

DAVID COPPI
XAVIER COUNASSE

EN RÉSERVE

Les mandats « privés »

d'André Gilles

On parle toujours de son poste d'administrateur chez Nethys auquel s'accroche André Gilles. Mais l'ex-membre du PS liégeois occupe toujours quatre autres mandats pseudo-privés : Publilec, Publipart, Socofe et EDF Luminus (ces deux derniers étant rémunérés). « Je ne suis dans aucune filiale de Nethys. Ce sont des choses où je suis par l'expérience de vie que j'ai et la connaissance du terrain que j'ai », se justifiait André Gilles le 9 mars dernier, devant la commission d'enquête Publifin. Nethys est pourtant actionnaire des quatre sociétés en question : elle détient 45,56 % de Socofe, 58,7 % de Publilec, 44,26 % de Publipart et 17,74 % d'EDF Luminus.

Notons qu'André Gilles est d'ailleurs en train de se faire refaire un bureau à Liège, au numéro 109 de la rue Louvrex, pour exercer la présidence de la Socofe. « Et jeudi, une nouvelle voiture l'attendait au garage de l'entreprise. Une Audi Q5 », raconte Christine Planus (déléguée CGSP chez Publifin).

X.C.